

# Gauche Anticapitaliste Européenne déclaration

## **Une autre Europe est possible! Non à la Constitution des multinationales!**

Les gouvernements de l'Union Européenne tentent d'imposer à 450 millions d'européens une constitution élaborée dans le secret. Ce soi-disant « traité constitutionnel » s'est substitué à un processus constituant fondé sur un mandat issu de débats publics et démocratiques ainsi qu'à la souveraineté des peuples d'Europe. Cette constitution est dangereuse.

Elle consacre la primauté absolue du « libre marché ». Elle interdit légalement tout empiètement à la propriété privée et aux relations marchandes. Elle refuse de donner le moindre statut légal aux acquis sociaux gagnés dans le cadre national par un siècle et demi de luttes ouvrières.

Elle consacre les contraintes budgétaires, déjà institutionnalisées par les critères de Maastricht, qui vont réduire de manière drastique les budgets sociaux et bloquer les politiques économiques publiques. La privatisation systématique des services publics et de la Sécurité sociale deviendra « inévitable » et les services publics seront considérés comme impossibles à financer.

Le traité constitutionnel confirme le caractère non démocratique et semi-despotique de l'Union Européenne. Le pouvoir politique réel reste centralisé entre les mains des gouvernements et d'instances qui, telles que la Commission, ne sont pas élus directement.

La Banque Centrale Européenne reste « indépendante »- ce qui signifie que son pouvoir n'émane ni des citoyens ni des peuples – et qu'elle n'a de comptes à rendre à personne, si ce n'est aux multinationales et à leurs actionnaires.

La constitution ne reconnaît pas le droit des femmes à choisir grâce à l'accès libre et légal à l'avortement. Elle entérine la situation d'oppression brutale des femmes qui prévaut au Portugal, en Irlande et en Pologne. Quoique le principe de l'égalité entre hommes et femmes soit inscrit dans la Constitution sous forme d'objectif de l'Union Européenne, la Constitution elle-même fait obstacle à cet objectif en imposant la « libéralisation » des services sociaux.

Le traité constitutionnel ne reconnaît pas les droits de citoyenneté, dont le droit de vote, pour les citoyens d'un pays tiers résidant dans un des états membres et confirme que son projet est de construire une « Europe forteresse » fermée aux demandeurs d'asile.

La constitution ne reconnaît pas le caractère multinational des états membres et, au nom du principe d'intégrité territoriale, refuse aux peuples opprimés et aux « nations sans état » le droit à l'autodétermination.

La constitution oblige légalement l'Union Européenne et les états membres à accroître leurs capacités militaires sous la férule de l'OTAN. Loin de constituer une alternative à l'impérialisme US, cela signifie la construction d'un militarisme européen et renforcera le système impérialiste.

Nous disons « NON » à cette Europe parce que nous luttons pour une société socialiste, démocratique, autogérée à la base, sans exploitation au travail ni oppression des femmes, fondée sur un « développement soutenable » opposé au « modèle de croissance » qui menace la planète.

Nous nous engageons à développer, dans chaque pays européen comme au niveau international, le mouvement le plus large contre ce traité constitutionnel et en faveur des revendications sociales et démocratiques. En tant que partis radicaux, révolutionnaires, anticapitalistes, nous voulons coopérer avec la grande majorité des forces de la gauche européenne qui sont opposées à la constitution.

**Une autre Europe est possible. La première étape, c'est d'assurer la défaite de cette constitution néolibérale et anti-démocratique.**

*Amsterdam, le 5 décembre 2004*

signée par:

**Bloco do Esquerda** (Portugal),  
**Espacio Alternativo** (Espagne),  
**Esquerra Unida i Alternativa 'EuiA,** (Catalogne)  
**La Gauche/Dei Lenk** (Luxembourg),  
**Izquierda Unida** (Espagne),  
**Ligue Communiste Révolutionnaire** (France),  
**Özgürlük Dayanisma Partisi** (Turquie),  
**Red/Green Alliance** (Danemark),  
**Respect** (Grande Bretagne),  
**Scottish Socialist Party** (Ecosse),  
**Socialist Party** (Angleterre et Pays de Galles),  
**Socialist Workers Party** (Grande Bretagne),  
**SolidaritéS** (Suisse)